



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1988/NGO/23
24 août 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Quarantième session
Point 9 b) de l'ordre du jour

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME DES DETENUS

LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET LES ETATS D'EXCEPTION

Communication écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[19 août 1988]

CONFLIT ARME, DROITS DE L'HOMME, ETATS D'EXCEPTION

1. Le rapport du Secrétaire général sur le "rapport entre les droits de l'homme et la paix internationale" (E/CN.4/Sub.2/1988/2) est décrit au paragraphe 17 de l'ordre du jour annoté de la présente session (E/CN.4/Sub.2/1988/1/Add.1). Il sera sans doute examiné à la session de 1989 de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1988/1/Add.1, par.4 c)). Néanmoins, ainsi qu'il est suggéré dans l'ordre du jour annoté [par.32 c) et par.28, dernière phrase], ce document intéresse plusieurs questions actuellement examinées.

2. Parmi ces questions figurent celles qui ont trait à la détention arbitraire et à la discrimination raciale, religieuse et autre (par exemple la discrimination à l'égard des femmes, des enfants, des minorités et des handicapés). Les violations "ordinaires" des droits de l'homme sont incontestablement exacerbées en cas de conflits armés ou de menace de conflits armés.

3. Le point 9 b) de l'ordre du jour concerne les états d'exception. Le premier principe du Projet de principes sur la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et sur les enquêtes s'y rapportant se lit comme suit :

"Les gouvernements interdisent en droit toutes [ces] exécutions ... Des circonstances exceptionnelles telles que l'état de guerre ou la menace de guerre, l'instabilité politique interne ou tout autre état d'urgence ne sauraient être invoquées pour justifier pareilles exécutions. Il n'est procédé à ces exécutions en aucune circonstance, y compris, mais pas exclusivement, en cas de conflit armé intérieur ..." (E/CN.4/Sub.2/1988/CRP.1, chap.IV, par.1).

4. Les paragraphes ci-après du rapport d'éloges de M. Despouy sur les états d'exception (E/CN.4/Sub.2/1988/18), qui ont trait aux états d'exception non déclarés, invitent assurément à la réflexion :

"61. Les situations de guerre, de conflit armé, de troubles intérieurs, de tensions internes, les situations de facto qui se perpétuent, et d'autres situations créent des états d'exception qui peuvent entraîner les autorités à suspendre, limiter, voire supprimer des garanties judiciaires essentielles. De ce fait, la garantie des droits de l'homme est amoindrie et les risques de violations plus grands. Cet état de fait peut même dégénérer en des violations graves et systématiques des droits de l'homme et nuire au maintien de la paix.

62. Pour être en mesure de soumettre à la Sous-Commission des suggestions pertinentes sur les moyens envisageables selon la résolution 1983/18 de la Commission, le Rapporteur spécial se propose ... d'étudier de telles situations en utilisant une approche analytique sur les relations entre la paix, les droits de l'homme et l'état d'exception."

5. Une approche analytique des problèmes relatifs à la paix, aux droits de l'homme et aux états d'exception donne une idée exacte de la manière dont, l'an prochain, les études d'ensemble sur les droits de l'homme et les conflits armés devront être conçues.

6. Human Rights Advocates pense que la phrase la plus importante du rapport de M. Despouy est la suivante :

"Le respect des droits de l'homme en période d'exception favorise le maintien de la paix ou le retour à la paix, d'où la nécessité de respecter les normes relatives à l'état d'exception, non seulement en vertu d'obligations juridiques, mais aussi pour renforcer la paix dans le monde." (par.27; nous avons souligné; voir aussi par.44 et 49).

7. C'est pourquoi Human Rights Advocates réitère sa suggestion de l'an dernier tendant à ce que M. Despouy signale "chacune des situations dans lesquelles un conflit armé semble avoir influé sur la décision prise par un gouvernement de proclamer l'état de siège ou d'exception" (E/CN.4/1987/NGO/31).